

**Le conseil du territoire  
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois  
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

Nombre de membres en exercice : 79

Présents : 52  
Excusés : 18  
Absents : 9

**REUNION DU 18 DECEMBRE 2023**

Le président certifie, sous sa responsabilité,  
le caractère exécutoire du présent acte  
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)  
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le LUNDI NEUF OCTOBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le DOUZE DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-TROIS, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

|                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| <b><u>ETAIENT PRESENTS</u></b>      | Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, M. BESCHIZZA Bruno, Mme M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, Mme MEKKI Chérifa, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, M. ZANGRILLI François. |
| <b><u>EXCUSES</u></b>               | M. ASENSI François, M. BLANCHET Stéphane, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CHAUSSAT Jacques, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. HAN Bo, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, M. MARAN Max, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, Mme PINHEIRO Amélie, M. SAULIERE Gilles,   |
| <b><u>AYANT DONNE POUVOIR A</u></b> | Mme de CARVALHO Virginie, Mme BRAIHIM Marwa, M. MILLARD Jean-Luc, M. MORIN Sébastien, M. CANNAROZZO Frank, M. ZANGRILLI François, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. VAZ Micaël, M. LASTAPIS Michel, Mme ELSODY Arhella, M. JIAR Youssef, Mme MOREAU Chantal, M. RANQUET Jean-Philippe, M. MANGIN Anthony, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. RAMADIER Alain, M. CHAVAROC Grégory,   |
| <b><u>ABSENTS</u></b>               | M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, Mme KHATIM Karima, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Méliissa.  |
| <b><u>SECRETAIRE DE SEANCE</u></b>  | Mme Virginie de CARVALHO   |

**DELIBERATION N°164 - URBANISME – REVISION ALLEE N°1 DU PLU DE TREMBLAY-EN-FRANCE - DECISION DE NON REALISATION D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE SUITE A L'AVIS CONFORME DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE**

**Le conseil de territoire,**

Après avoir entendu l'exposé de madame Virginie de CARVALHO,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5,

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment les articles L.104-1 à L.104-3 et R.104-33 à R.104-37,

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de plan local d'urbanisme (PLU),

**Vu** la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, dite loi ASAP,

**Vu** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

**Vu** le PLU de Tremblay-en-France approuvé par délibération n°11-101 du conseil municipal le 30 mai 2011,

**Vu** la modification n°1 approuvée par délibération n°13-148 du conseil municipal le 19 septembre 2013,

**Vu** la modification simplifiée n°1 approuvée par la délibération n°2014-232 du conseil municipal le 18 septembre 2014, les modifications simplifiées n°2 et n°3 par les délibérations n°2015-137 et n°2015-138 du conseil municipal le 25 juin 2015, les modifications simplifiées n°4 et n°5 approuvées par les délibérations n°22 et n°23bis du conseil de territoire le 20 mars 2017, la modification simplifiée n°6 approuvée par délibération n°94 du conseil de territoire le 3 juillet 2017, la modification simplifiée n°7 approuvée par délibération n°13 du conseil de territoire le 9 avril 2018 et la modification simplifiée n°8 approuvée par délibération n°10 du conseil de territoire le 1er mars 2020.

Accusé de réception en préfecture  
20230058097-20231218-164-18-12-2023-DE  
Date de télétransmission : 27/12/2023  
Date de réception préfecture : 27/12/2023

**Vu** la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU approuvée par délibération n°118 du conseil de territoire le 3 octobre 2016,

**Vu** la mise en compatibilité à la suite du décret ministériel n°2017-186 du 14 février 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares du Bourget RER au Mesnil-Amelot, et correspondant à la ligne 17 Nord,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2021-0790 du 30 mars 2021 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation de la maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis et emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France,

**Vu** la mise à jour n°1 par l'arrêté n°2021-015 du conseil de territoire le 28 octobre 2021 ;

**Vu** la délibération n°42 du 3 avril 2023 prescrivant la procédure de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France,

**Vu** l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité environnementale d'Ile-de-France N° MRAe AKIF-2023-112 du 13 septembre 2023 concluant à l'absence de nécessité d'une évaluation environnementale de la révision allégée n°1 du PLU de Tremblay-en-France après examen au cas par cas, ci-annexé.

**Considérant** que l'EPT Paris Terres d'Envol a prescrit la procédure de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de Tremblay-En-France afin de permettre la réalisation de la ligne 17 Nord du réseau de transport public du Grand Paris sur le territoire communal.

**Considérant** que la révision allégée n°1 vise ainsi uniquement le déclassement partiel de deux secteurs inscrits au PLU comme faisant l'objet de dispositions particulières au titre de la protection du patrimoine paysager permise par l'article L.123-1-5.7° du code de l'urbanisme (L.151-23 selon le code de l'urbanisme en vigueur), à savoir :

- Un secteur parcs à proximité de la RD88 et du chemin des Saints-Pères.
- Un secteur jardin près du cimetière et du chemin des Plâtrières.

**Considérant** que l'analyse de ces modifications par l'EPT Paris Terres d'Envol et les bureaux d'études en charge de l'accompagner dans les procédures d'évolutions des PLU communaux a permis de démontrer l'absence d'incidences notables sur l'environnement.

**Considérant** le dispositif d'examen au cas par cas dit ad hoc, défini aux articles R.104-33 à R.104-37 du code de l'urbanisme, qui dispose que la personne publique responsable doit saisir l'autorité environnementale pour avis conforme lorsqu'elle estime que la procédure d'évolution menée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

**Considérant** que l'EPT Paris Terres d'Envol, en tant que personne publique responsable du projet de la révision allégée n°1 du PLU de Tremblay-en-France, a ainsi soumis le 13 juillet 2023 à la MRAe Ile-de-France, pour avis conforme, un dossier présentant les évolutions projetées et les justifications lui permettant de conclure à l'absence d'incidences notables sur l'environnement de celles-ci, conformément notamment à l'article R104-34 du code de l'urbanisme.

**Considérant** que l'autorité environnementale, dans son avis conforme ci-annexé, valide la conclusion de l'EPT Paris Terres d'Envol sur l'absence de nécessité de réaliser l'évaluation environnementale de la procédure de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de Tremblay-En-France ;

**Considérant** que, au vu de cet avis, il revient donc au conseil de territoire de Paris Terres d'Envol de prendre une décision motivée relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale conformément notamment aux articles R104-33, R104-36 et R104-37 du code de l'urbanisme.

**Considérant** que l'analyse des impacts environnementaux liés aux évolutions projetées et l'avis conforme de la MRAe Ile-de-France permettent d'estimer que la procédure de révision allégée n°1 du PLU de Tremblay-en-France n'aura pas d'incidences notables sur l'environnement et qu'il est donc pertinent de poursuivre la procédure sans réaliser d'évaluation environnementale.

#### **Après avoir délibéré,**

- **Décide** de ne pas réaliser d'évaluation environnementale pour la procédure de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de Tremblay-en-France.
- **Précise** que la présente délibération sera affichée au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en mairie de Tremblay-en-France pendant un délai d'un mois.
- **Précise** que la délibération et l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité environnementale d'Ile-de-France annexé seront transmis à monsieur le préfet de Seine-Saint-Denis et au maire de Tremblay-en-France.
- **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

#### **Adopté à la majorité**

(64 voix pour, 2 voix contre : Lino FERREIRA,  
Pierre LAPORTE, 4 abstentions : Rachid BELOUCHAT,  
Didier MIGNOT, Nelly ROLAND IRIBERRY, Oussouf SIBY)



Le Président

**Bruno BESCHIZZA**

Caisse de réception en préfecture  
93-209058097-20231218-164-18-12-2023-DE  
Date de télétransmission : 27/12/2023  
Date de réception préfecture : 27/12/2023